

**ADIAD**

Association  
140 Avenue de l'Europe  
82000 MONTAUBAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

A l'assemblée générale de l'association ADIAD,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADIAD relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821.53 et R.821-180 relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Ac

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

AC

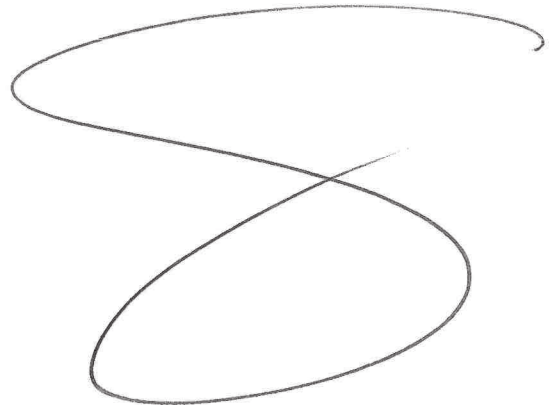


- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montauban, le 29 mai 2024

Le commissaire aux comptes  
SARL ALBA AUDIT

Aurélien GROSSIAS

A large, stylized handwritten signature in dark ink, consisting of a long horizontal stroke that loops back and forms a large 'S' or 'G' shape.

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	47 347	46 374	973	1 215
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	26 784	25 857	927	1 388
Autres Immobilisations corporelles	396 497	349 368	47 129	61 970
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées	7 700		7 700	7 700
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	8 509		8 509	8 509
<b>Total I</b>	<b>486 836</b>	<b>421 599</b>	<b>65 237</b>	<b>80 782</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	140 453		140 453	130 777
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	59 481		59 481	
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 135 958		1 135 958	1 118 822
Charges constatées d'avance	4 325		4 325	2 922
<b>Total II</b>	<b>1 340 218</b>	<b>0</b>	<b>1 340 218</b>	<b>1 252 520</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 827 054</b>	<b>421 599</b>	<b>1 405 455</b>	<b>1 333 302</b>

**SARL ALBA AUDIT**  
Société de Commissariat aux comptes  
140 Avenue d'Allemagne  
82000 MONTAUBAN  
Siret : 452 014 269 00032

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	137 082	137 082
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	123 778	123 778
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	0	15 028
Autres		
Report à nouveau	563 644	585 601
Excédent ou déficit de l'exercice	18 942	-36 985
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>843 446</b>	<b>824 504</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	83 506	83 506
<b>Total I</b>	<b>926 952</b>	<b>908 010</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	42 500	42 500
<b>Total II</b>	<b>42 500</b>	<b>42 500</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	30 000	30 000
Provisions pour charges	58 296	77 082
<b>Total III</b>	<b>88 296</b>	<b>107 082</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	27 999	18 115
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	252 295	257 594
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	67 413	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>	<b>347 707</b>	<b>275 710</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>1 405 455</b>	<b>1 333 302</b>

**SARL ALBA AUDIT**  
**Société de Commissariat aux comptes**  
140 Avenue d'Allemagne  
82000 MONTAUBAN  
Siret : 452 014 269 00032



COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	80	80
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	128 300	134 244
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 620 647	1 511 674
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	550	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	98 704	84 974
Utilisations des fonds dédiés		7 500
<b>Autres produits</b>		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	10	4
<b>Total I</b>	<b>1 848 291</b>	<b>1 738 476</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	298 507	282 042
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	82 800	74 308
Salaires et traitements	985 105	936 109
Charges sociales	396 115	376 261
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	21 941	23 319
Dotations aux provisions	58 296	87 082
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	0	
<b>Total II</b>	<b>1 842 764</b>	<b>1 779 120</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>5 527</b>	<b>-40 645</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	16 966	4 525
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>16 966</b>	<b>4 525</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		

Total IV	0	0
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>16 966</b>	<b>4 525</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>22 493</b>	<b>-36 120</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	192	11
Sur opérations en capital		938
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>Total V</b>	<b>192</b>	<b>949</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	270	1 006
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total VI</b>	<b>270</b>	<b>1 006</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>-78</b>	<b>-58</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 473	807
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 865 449</b>	<b>1 743 949</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 846 507</b>	<b>1 780 934</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>18 942</b>	<b>-36 985</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

**SARL ALBA AUDIT**  
 Société de Commissariat aux comptes  
 140 Avenue d'Allemagne  
 82000 MONTAUBAN  
 Siret : 452 014 269 00032



## ANNEXE

---

**Sommaire**

---

NOTE N°1 :	Présentation de l'association
NOTE N°2 :	Evènements de l'exercice
NOTE N°3 :	Règles et Méthodes comptables
NOTE N°4 :	Autres éléments
NOTE N°5 :	Tableau des immobilisations et amortissements
NOTE N°6 :	Tableau des provisions
NOTE N°7 :	Etat des créances et dettes
NOTE N°8 :	Fonds dédiés
NOTE N°9 :	Etat des subventions et concours publics
NOTE N°10 :	Fonds propres
NOTE N°11 :	Entreprises liées par plus de 50% du capital
NOTE N°12 :	Engagements financiers
NOTE N°13 :	Tableau des filiales et participations

---

**NOTE N°1 : Présentation de l'Association**

---

**L'association a pour but :**

- D'accompagner les personnes en difficulté à surmonter les problèmes professionnels, personnels et sociaux susceptibles de faire obstacle à leur intégration sociale et à leur insertion professionnelle, - de donner à ces personnes toutes informations utiles et de les accompagner dans leurs démarches, - de rechercher et mobiliser les employeurs, les accompagnements, les formations, les expertises, les établissements spécialisés et tous autres services susceptibles de leur procurer les moyens de concrétiser leur insertion sociale et professionnelle.
- D'informer et conseiller ces établissements et employeurs, ainsi que les institutions concernées, sur les aptitudes et la situation des personnes en difficultés, de conseiller les employeurs dans la détermination des postes de travail accessibles par ces personnes en difficultés et, de manière générale, leur apporter tous services qui permettent d'améliorer l'emploi de ces personnes, d'évaluer les conditions dans lesquelles se réalise l'insertion sociale et professionnelle des personnes suivies, de développer, concourir à toute action permettant de favoriser l'autonomie, l'intégration et le maintien dans l'emploi de la personne en difficulté, en milieu ordinaire et/ ou protégé, - de réaliser des activités de formation professionnelle.
- Et de créer des services, des structures concourant au développement des buts de l'Association, ou de participer à leur création et à leur développement.

**L'ADIAD exerce des activités d'information, de conseil et d'accompagnement, rendues :**

- aux personnes handicapées, en vue de leur intégration sociale, leur insertion professionnelle et leur maintien dans l'emploi ;
- aux employeurs, dans le cadre de leur politique d'emploi et de maintien des travailleurs handicapés.

ASSOCIATION ADIAD	EXERCICE CLOS LE 31/12/23	
	ANNEXE	

Elles intègrent notamment celle d'un organisme de placement spécialisé (OPS), service public aux personnes et aux employeurs, réalisées en cotraitance avec Pôle Emploi pour l'accompagnement vers l'emploi.

Ces activités sont réparties au sein d'offres de service complémentaires, soumises à des conventions (CAP EMPLOI), et un agrément médico-social (le SAS-SP) et qui correspondent chacune à un service de l'association :

- **le Service d'accompagnement vers l'emploi**, spécialisé dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des employeurs, publics et privés, vers le milieu ordinaire : **Cap emploi Axe 1**
- **le Service d'accompagnement dans l'emploi** qui s'adresse aux salariés handicapés et à leurs employeurs : **Cap emploi Axe 2**
- **le Service d'Accompagnement Social et Socio Professionnel**, qui vise l'accompagnement socio-professionnel des personnes qui connaissent le plus de difficultés : **le SAS-SP**,

Ces activités peuvent être complétées par d'autres prestations qui peuvent concourir à ces objectifs, valoriser nos savoir-faire ou bien développer nos capacités financières pour atteindre ces objectifs.

Ces activités concernent chaque année environ 2700 personnes et 600 entreprises, et sont mises en place dans nos locaux de Montauban et Castelsarrasin, mais aussi sur de multiples autres sites répartis dans le Tarn-et-Garonne et le nord de la Haute-Garonne, dans les locaux de partenaires où nous accueillons les personnes au plus près de leur lieu de vie.

#### **NOTE N°2 : Evènements de l'exercice**

L'année 2023 a été marquée par de multiples changements, intervenus dans de nombreux domaines.

Tout d'abord, des départs de certains collaborateurs anciens et expérimentés au sein des services du Cap Emploi (Axe 1 et Axe 2) ont conduit à la mise en œuvre de différentes mesures de redéploiement des moyens humains afin de toujours mieux assumer les nouvelles missions imparties par la Convention Pluriannuelle d'Objectifs :

- Redéploiement des secteurs géographiques d'intervention des conseillers entreprise de l'Axe 1 (accompagnement vers l'emploi) ;
- Refonte du pilotage et de l'organisation du dispositif Parrain'H, porté par l'ADIAD pour le compte de la DREETS Occitanie et déployé par le service entreprise de l'Axe 1 ;
- Redécoupage des secteurs géographiques d'intervention des chargées de mission maintien de l'Axe 2 (accompagnement dans l'emploi), avec passage à temps plein de l'une des chargées de mission jusque là à mi-temps et création d'un poste supplémentaire de chargée de mission spécialement dédié au Conseil en Evolution



ASSOCIATION ADIAD	EXERCICE CLOS LE 31/12/23
	ANNEXE

Professionnelle et au déploiement d'actions à destination des acteurs de la fonction publique.

Le SAS-SP a également connu un certain nombre d'évolutions importantes :

- Travaux d'intégration d'une grappe d'ESSMS dans le cadre du Ségur du Numérique en Santé, afin d'acquérir et déployer un nouveau Dossier de l'Usager Informatisé, en lieu et place de la solution métier SMS-LOG, devenue obsolète ;
- Réécriture d'une partie des outils de la loi 2002-2 (Document Individuel de Prise en Charge, livret d'accueil, règlement de fonctionnement, projet personnalisé) ;
- Mise à niveau réglementaire, avec une nouvelle procédure de déclaration et de traitement des événements indésirables, accompagnée d'une charte de déclaration en confiance et de l'ensemble des outils de déclaration et d'instruction des événements ;
- Déploiement de nouveaux outils de communication numérique (Facebook, LinkedIn)

Sur un plan plus général, de très nombreuses évolutions ont été mises en œuvre en termes organisationnels :

- Refonte du Système de Management de la Qualité afin de prendre en compte les évolutions sur les services et notamment sur le Cap Emploi depuis le passage en LUA : fusion des processus O3 et O4, révision du processus O5 en O4, importante transformation des processus S1, S2 et S3 ;
- Outillage de la qualité, avec le déploiement de la solution logicielle AGEVAL et la montée en compétences des pilotes et copilotes de processus
- Outillage RH :
  - Nouvelles trames de contrats de travail et d'avenants ;
  - Nouvelle procédure d'ordres de mission et de remboursement des frais professionnels ;
  - Nouvel outil de pilotage de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences ;
  - Nouvelle méthode d'élaboration du Plan de Développement des Compétences avec priorisation des formations collectives interservices en intra ;
  - Nouvelle trame de Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels avec actualisation par unité de travail et cartographie des risques ;
- Mise en place d'un Document Unique de Délégation Associatif, déclinant les différents champs de compétence ainsi que les délégations consenties, depuis la gouvernance jusqu'à l'encadrement associatif.

En parallèle, de multiples investissements ont été réalisés au profit de l'ensemble des services : renouvellement de la flotte de véhicules, externalisation des bases métiers et serveurs, acquisition de nombreux matériels informatiques, de captation et de vidéoprojection, d'organisation de visioconférence, etc.

Enfin, l'année 2023 a été l'occasion pour l'ADIAD de développer fortement ses relations partenariales :

- Structuration et pilotage du Collectif des Acteurs en Santé Mentale du 82 (13 structures à date) ;
- Participation active aux travaux du Projet Territorial de Santé Mentale du Tarn-et-Garonne ;



## ANNEXE

- Signature de plusieurs conventions partenariales, dont certaines avec l'APAS 82 afin de déployer des ateliers du dispositif Proxi'Santé sur le SAS-SP et les LUA de Montauban ;
- Rédaction et conclusion d'une charte de gouvernance conjointe du LUA avec la Direction Territoriale de France Travail ;
- Participation d'acteurs institutionnels à différentes présentations et manifestations (responsable du Service Emploi Logement et Formation de la DDETSPP, de la Directrice Générale Adjointe de l'ARS Occitanie, des Sous-Préfets, de la vice-présidente de Région, etc.).

Pour conclure, les derniers mois de l'année 2023 ainsi que le début de l'année 2024 ont été marqués par le suivi étroit des négociations nationales entre les représentants des branches patronales des secteurs conventionnels de référence de l'ADIAD, regroupés sous l'égide d'AXESS, avec les organisations syndicales représentatives salariales, dans l'objectif de revaloriser les bas salaires et d'améliorer le pouvoir d'achat.

Dans ce contexte, plusieurs tentatives d'accord se sont succédées mais ont malheureusement échoué.

Au regard de ces différents échecs nationaux, les pouvoirs publics ont décidé de reprendre la main et la Ministre du Travail a imparti un double délai aux partenaires sociaux :

- La négociation d'un accord intermédiaire avant la fin du mois de juin 2024, portant sur la revalorisation des bas salaires dans la perspective d'une Convention Collective Nationale Unique Etendue et pouvant prendre en compte la situation des personnels non bénéficiaires de la prime « Ségur » ;
- La conclusion avant la fin du mois de novembre 2024 d'un accord portant *a minima* sur les classifications, les rémunérations et les congés, à défaut duquel chaque partie sera amenée à prendre ses responsabilités, s'agissant notamment de l'avenir des conventions collectives en vigueur.

Des financements nationaux ont été sanctuarisés pour permettre la mise en œuvre de ces mesures. Toutefois, il est extrêmement important de prendre en considération le fait que celles-ci s'appliqueraient à l'ensemble de l'ADIAD, qui relève du champ de la convention collective du 15 mars 1966, tandis que les financeurs du Cap Emploi n'en sont pas tributaires, de sorte qu'ils ne sont absolument pas tenus de compenser une telle mise en application, contrairement au Conseil Départemental pour le SAS-SP.

Dès lors, dans ce contexte de très forte incertitude quant à l'évolution de la masse salariale de l'ADIAD et dans un souci de pouvoir tout à la fois faire face à d'importantes évolutions susceptibles de survenir en cours d'exercice 2024, mais également à l'absence de juste revalorisation des bas salaires (notamment sur le Cap Emploi) dans le courant de l'année 2023, la décision a été prise de passer une provision en fin d'exercice 2023, d'un montant de 12 109 €, qui servira, soit à contribuer au financement des mesures nationales de revalorisation des bas salaires qui seront décidées d'ici fin juin 2024, soit, en cas de nouvel échec de ces négociations, qui sera versée aux salariés sous forme de prime exceptionnelle de revalorisation du pouvoir d'achat, selon un barème de répartition qui sera alors à déterminer.

## ANNEXE

**NOTE N°3 : Règles et méthodes comptables**

Le règlement ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08 et le règlement ANC 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code du commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

**Immobilisations incorporelles et corporelles**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Dans le cadre de l'application en 2005 des nouvelles règles concernant les actifs, la méthode qui a été retenue était la méthode prospective dite "simplifiée".

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.
- aucune dépréciation significative des immobilisations au cours de l'exercice n'a été relevée.

Tableau des modes et durées d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Installations techniques matériel et outillage	Linéaire	4 à 10 ans
Agencements divers	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 13 ans

**NOTE N°4 : Autres éléments**



ASSOCIATION ADIAD		EXERCICE CLOS LE 31/12/23
	ANNEXE	

### **Indemnités de départ à la retraite**

En 2009, le conseil d'administration a décidé de continuer à constater comptablement les engagements pris en matière de retraite.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 58 296 €.

La méthode retenue est la méthode du prorata des droits au terme. Elle retient comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée. Cette méthode est définie par la norme IAS N°19 révisée et est conforme à la recommandation 2003R-01 du CNC. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn over et de survie. Le taux d'actualisation est de 3,5%. L'hypothèse retenue est celle de départs volontaires. Le montant des engagements s'élève à 58 296 € avec charges sociales.

(Au cas de l'initiative de l'employeur, le calcul de l'engagement ne tient pas compte des charges sociales et s'élève à 38 864 €).

### **Effectifs**

2022	2023
28,69 ETP	28,96 ETP

## **NOTE N°5 : Tableau des immobilisations et amortissements**

### **Tableau des immobilisations**

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice			Valeur brute à la clôture l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
<b>Immobilisations</b>				
Immobilisations incorporelles	47 347		0	47 347
Immobilisations corporelles	416 884	6 396	0	423 280
Immobilisations financières	16 209	0	0	16 209
<b>Total</b>	<b>480 440</b>	<b>6 396</b>	<b>0</b>	<b>486 836</b>

### **Tableau des amortissements**

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice			Valeur brute à la clôture l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
<b>Amortissements</b>				



ASSOCIATION ADIAD		EXERCICE CLOS LE 31/12/23	
	ANNEXE		

Immobilisations incorporelles	46 132	242	0	46 374
Immobilisations corporelles	353 526	21 698	0	375 224
<b>Total</b>	<b>399 658</b>	<b>21 941</b>	<b>0</b>	<b>421 599</b>

#### NOTE N°6 : Etat des provisions

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice			Valeur brute à la clôture l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
<b>Provisions</b>				
Provisions réglementées	83 506	0	0	83 506
Provisions pour risques	30 000	0	0	30 000
Provisions pour charges	77 082	58 296	77 082	58 296
Provisions pour dépréciations	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>190 588</b>	<b>58 296</b>	<b>77 082</b>	<b>171 802</b>

#### NOTE N°7 : Etat des créances et dettes

Créances		Montant brut	Liquidité de l'actif	
			Echéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>				
	Créances rattachées à des participations	7 700	0	7 700
	Prêts (1)	0	0	0
	Autres	8 509	0	8 509
<b>Créances de l'actif circulant :</b>				
	Créances Clients et Comptes rattachés	140 453	140 437	16
	Autres	59 481	59 481	0
	Capital souscrit - appelé, non versé	0	0	0
	Charges constatées d'avance	4 325	4 325	0
<b>Total</b>		<b>220 468</b>	<b>204 243</b>	<b>16 225</b>

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

## ANNEXE

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins 1 an	Echéances à plus 1 an	Echéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)	0	0	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0	0	0
Emprunts (2) et dettes auprès des étab. de crédit à 2 ans au maximum à l'origine	0	0	0	0
Emprunts (2) et dettes auprès des étab. de crédit à plus de 2 ans à l'origine	0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers (2)	0	0	0	0
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	27 999	27 999	0	0
Dettes fiscales et sociales	252 295	252 295	0	0
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0	0	0	0
Autres dettes	67 413	67 413	0	0
Produits constatés d'avance	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>347 707</b>	<b>347 707</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice

## NOTE N°8 : Fonds dédiés

ASSOCIATION ADIAD			EXERCICE CLOS LE 31/12/23		
			ANNEXE		

			Utilisations			A la clôture de l'exercice	
	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	dont remboursements	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Variation des fonds dédiés issue de							
<b>Subventions d'exploitation</b>							
PRITH (Plateforme d'insertion)	0					0	
AFNIC (atelier numérique)	0					0	
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>							
SAS SP : participation au financement d'une structure SAVS	35 000	35 000				35 000	
SAS SP : étude de faisabilité pour une structure adaptée	7 500	7 500				7 500	
<b>TOTAL</b>	<b>42 500</b>	<b>42 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 500</b>	<b>0</b>

#### NOTE N°9 : Etat des subventions et concours publics

	Financeurs	Montant
<b>CONCOURS PUBLICS</b>		<b>535 938</b>
Dotation Service SAS SP	CONSEIL DEPARTEMENTAL	535 938
<b>SUBVENTIONS</b>		<b>1 084 709</b>
CAP EMPLOI AXE 1	POLE EMPLOI	756 737
CAP EMPLOI AXE 2	AGEFIPH	273 000
EMPLOI ACCOMPAGNE	ARS	39 144
Parrainage	LA DIRECCTE	15 250
Autres		578,45

#### NOTE N°10 : Fonds propres



## ANNEXE

Variation des Fonds Propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	137 082				137 082
Fonds propres avec droit de reprise	123 778				123 778
Ecart de réévaluation					
Réserves "dont réserves des activités sociales et médico-sociales" sous gestion contrôlée	15 028	-15 028			0
Report à nouveau affecté au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté	2 130				2 130
Report à nouveau déficitaire BP SAS SP		-25 734			-25 734
Report à nouveau charges rejetées SAS SP		-10 000			-10 000
Report à nouveau " dont report à nouveau des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée"	583 471	13 777			597 248
Excédent ou déficit de l'exercice	-36 985		18 942	-36 985	18 942
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>824 504</b>	<b>-36 985</b>	<b>18 942</b>	<b>-36 985</b>	<b>843 446</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	0				0
Provisions règlementées	83 506				83 506
<b>TOTAL</b>	<b>908 010</b>	<b>-36 985</b>	<b>18 942</b>	<b>-36 985</b>	<b>926 952</b>

## NOTE N°11 : Entreprises liées par plus de 50% du capital

LISTE DES POSTES	MONTANT
<u>Immobilisations financières</u> :	
. participations	7 700
. créances rattachées à des participations	
<u>Créances</u> :	
. créances clients et comptes rattachés	
. autres créances	
. avances et acomptes versés sur commande	
<u>Dettes</u> :	
. emprunts et dettes financières divers	

ASSOCIATION ADIAD		EXERCICE CLOS LE 31/12/23
	ANNEXE	

. avances et acomptes reçus sur commande en cours . dettes fournisseurs et comptes rattachés . dettes sur immobilisations et comptes rattachés  <u>Charges financières :</u> <u>Produits financiers :</u>	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

### NOTE N°12 : Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES						
Catégories d'engagements	TOTAL	AU PROFIT DE				
		Dirigeants	Filiales	Participation	Entrepris. liées	Autres
Avals et cautions	646 317				646 317	
Effets escomptés non échus						
Engagements en matière de pensions						
Crédit bail (redevances restant à courir)						
Autres engagements donnés						
Emprunts et découverts						

ENGAGEMENTS RECUS						
Catégories d'engagements	TOTAL	ACCORDE PAR				
		Dirigeants	Filiales	Participation	Entrepris. liées	Autres
Avals, cautions et garanties						
Crédit - bail (engagement reçu pour utilisation des biens)						
Autres engagements reçus						

### NOTE N°13 : Tableau des filiales et participations

## ANNEXE

SOCIETES	CAPITAUX PROPRES	PART DE CAPITAL DETENU	RESULTAT DU DERNIER EXERCICE
EURL API 140 avenue de l'Europe 82000 MONTAUBAN	95 143	100	26 546